



**SPPUQAR**

Syndicat des professeurs  
et des professeures  
de l'Université du Québec à Rimouski

**Hausse des frais de scolarité :**  
**le Syndicat des professeurs et des professeures de l'UQAR**  
**appuie les revendications et respecte les choix démocratiques**  
**des étudiants et des étudiantes**

Par cette déclaration, les membres du Syndicat des professeurs et des professeures affirment leur opposition à la hausse des frais de scolarité. Les faits sont accablants : dans son budget 2011, le gouvernement du Québec a annoncé une augmentation sans précédent des frais de scolarité, soit 1 625 \$ au cours des cinq prochaines années.

Nous nous opposons formellement à cette hausse draconienne parce qu'elle pourrait être un facteur de régression pour l'accessibilité aux études entraînant ainsi une modification du tissu social de la population étudiante. Nous appréhendons que cette forte hausse conduise à une baisse du taux de fréquentation aux établissements d'études supérieures. Les ajustements à l'aide financière aux études sont inadéquats et ne permettent pas de contrer de façon suffisante l'endettement des étudiants et des étudiantes. Ceux et celles provenant de la classe moyenne seraient particulièrement affectés par cette hausse, car ils ne bénéficieraient d'aucune mesure compensatoire spécifique.

Nous sommes d'avis que la hausse des droits de scolarité est une mauvaise décision et que l'éducation est la principale richesse d'une société évoluée. Il s'agit là d'une ressource qu'il nous faut bonifier collectivement et non pas détériorer. Nonobstant le sous-financement chronique des universités québécoises, nous souhaitons que la qualité de l'enseignement et l'accessibilité aux études soient maintenues pour tous les individus possédant les aptitudes et l'intérêt à poursuivre des études supérieures.

En signant cette déclaration, nous envoyons un message clair : le Syndicat des professeurs et des professeures de l'Université du Québec à Rimouski respecte les choix démocratiques des étudiants et des étudiantes et appuie leurs revendications dans leur demande d'établir un dialogue avec le gouvernement. Nous demandons également au gouvernement de réviser ses politiques relatives aux frais de scolarité et à l'aide financière aux études. Nous réclamons un débat de fond sur l'avenir des universités et leurs modes de financement.